

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 16 février 2026

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 26-39

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 février 2026

Contexte et constats

Publié sur



FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL

Rue Gérard Schmitt - 52300 Joinville

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 février 2026 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI France SARL implanté Rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE. L'inspection a été annoncée le 09 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée dans le cadre du suivi du remplissage des fosses de l'ancienne station de lavage par les eaux météoriques et particulièrement du fait des constats réalisés lors de la visite du 29 janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL
- Rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société Franz Kaminski France en 2016, pour une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

Suite à la perte de contrat avec le principal client du site, la société FRANZ KAMINSKI France a été placée en liquidation judiciaire sèche par jugement du 6 mars 2023. Le site est par conséquent en arrêt d'activité depuis cette date.

L'étude Berthelot et associés est en charge de cette liquidation judiciaire.

Le site est actuellement en cours de vente à la société GCF.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi remplissage des fosses	AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le bâchage intégral de l'ensemble des fosses de l'ancienne station de lavage. Il est malgré tout constaté que la citerne présente au droit des fosses et qui présente des défauts d'étanchéité n'est pas bâchée et continue d'alimenter, de façon très limitée, les fosses en eaux météoriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi remplissage des fosses

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 31/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi remplissage des fosses
Prescription contrôlée : [...] En cas de nouveau remplissages de ces fosses, notamment par les eaux météoriques, un pompage préventif des eaux souillées présentes est à nouveau réalisé. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble des fosses est désormais bâché. L'inspection des installations classées constate malgré tout que la citerne qui présente des percements sur sa partie supérieure et qui est fuyarde sur sa partie inférieure (constats confirmés lors de la visite réalisée le 15 décembre 2025 en présence de la société Coraval) n'est pas bâchée et continue donc d'alimenter, de façon très limitée, les fosses en eaux météoriques. Il convient donc de demander à l'exploitant de réaliser le bâchage de la citerne. Aucune trace de débordement n'est constatée aux abords immédiats des fosses de l'ancienne station de lavage. Le niveau d'eau présent dans l'ensemble des fosses n'étant pas visible du fait du bâchage, l'inspection des installations classées constate qu'une marge d'environ 10 cm est présente dans la fosse située au droit de la citerne. Bien qu'un débordement imminent ne soit pas à craindre au jour de la visite, l'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'un pompage des fosses n'est pas à exclure dans les prochaines semaines si le bâchage ne s'avérerait pas étanche ou si l'alimentation en eaux météoriques occasionnée par la citerne faisait augmenter le niveau d'eau présent dans les fosses à un niveau indiquant un risque de débordement. La situation du site étant en évolution, l'inspection des installations classées rappelle que dans le cadre de la réglementation ICPE, la gestion du site incombe à l'exploitant (ou à son représentant) et non au propriétaire du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats réalisés lors des visites d'inspection du 15 décembre 2025 et du 12 février 2026 et notamment les problèmes d'étanchéité constatés sur la citerne implantée sur les fosses de l'ancienne station de lavage, il est demandé à l'exploitant de réaliser le bâchage de la dite citerne afin d'éviter que cette dernière n'alimente en eaux météoriques les fosses.
Type de suites proposées : Sans suite